

pay



Le magazine de SIX, spécialisé en trafic des paiements — #10 — 2023

Les leviers d'une stratégie de numérisation — En visite chez une pionnière de l'eBill — L'empreinte carbone dans la facturation — Vérification de l'IBAN/du nom: un must dans l'UE — Adieu les erreurs de paiement

EN VISITE CHEZ

«Sans eBill, on rate définitivement quelque chose»

10



HEARTBEAT

eBill, la variante la plus durable de la facturation

08

FUTURE TALK

Quand le physique, le numérique et le biologique fusionnent

07



EXPERTS ONLY

Un boulot de forçat, les normes – l'exemple de la SASFS

16

SECTIONS

- 03 Sujet phare
- 12 Panorama
- 13 Valeurs
- 18 Global Perspectives

Editrice SIX Group SA, case postale, 8021 Zurich, Suisse, six-group.com/pay, pay@six-group.com Conseil Daniel Berger, SIX; Boris Brunner, direction, SIX; Laura Felber, BNS; Yoann Fomany, SECB; Pierre-Michel Gicot, BCV; Susanne Höhener, Liechtensteinischer Bankenverband; Elias Niederberger, Credit Suisse (Suisse) SA; Peter Ruoss, UBS Switzerland AG; Stefan Schneider, PostFinance
Rédaction Gabriel Juri, direction, SIX Mise en page MADE Identity AG, Zurich, Suisse Lithographie Marjeta Morinc, Bâle, Suisse Impression sprüngli druck ag, Villmergen, Suisse Traductions Mark Rabinowitz, Translation Service Team, SIX (anglais); Denis Fournier (français)
Crédits photo Ornella Cacace (p. 2, 10), Tobias Siebrecht (p. 13) Illustrations Lina Müller (Cover, p. 3-6), Gregory Gilbert-Lodge (p. 2, 7, 12)

À la recherche de la bonne stratégie dans le monde numérique du trafic des paiements

TEXTE

JACQUELINE GOOD ZILTENER,
BUSINESS DEVELOPMENT CONSULTANT,
WORLDLINE SUISSE



Dans un monde de plus en plus numérisé, interconnecté et complexe, il est de plus en plus important de se pencher sur les évolutions futures. Les think tanks tentent de faire des prévisions, d'anticiper les tendances prometteuses et d'en dé-

duire des stratégies. Dans quelle direction les besoins des clients vont-ils évoluer? Quelles évolutions technologiques ont le potentiel de modifier durablement le processus de paiement? Et comment répondre au mieux au besoin de durabilité et de respect de l'environnement?

Dans le monde d'aujourd'hui où tout va très vite, les consommateurs recherchent le confort et la simplicité dans tous les domaines de la vie, si possible en temps réel. Le trafic des paiements ne fait pas exception. Les commerçants, quant à eux, sont soumis à une pression croissante des coûts et s'attendent à des frais réduits, notamment parce que peu d'entre eux sont conscients des coûts liés à la gestion des espèces. La de-

mande d'expériences de paiement sans accroc a entraîné une pression croissante sur les prestataires de services de paiement pour qu'ils développent des méthodes de paiement nouvelles et innovantes. Cependant, dans la plupart des cas, cela s'accompagne d'une augmentation de la complexité et des coûts, ce qui les empêche d'offrir la réduction des frais attendue par les commerçants. En fin de compte, les développements qui s'imposeront seront probablement ceux qui résoudront le mieux ce paradoxe. Toutes les études sur le comportement de paiement et – de manière encore plus significative – sur les préférences de paiement dans les contextes les plus divers montrent une image claire: un paiement simple, rapide et sûr devient de plus en plus important pour la clientèle, les banques et les commerçants.

Malgré tout cet optimisme, on sous-estime souvent le fait que l'innovation technique progresse certes de plus en plus rapidement, mais que les consommateurs restent attachés à leurs anciennes habitudes. Atteindre une masse critique dépend donc de différents facteurs qui ne peuvent pas toujours être influencés directement. Un exemple typique est le paiement sans contact, dont la marche triomphale a commencé dans de nombreux pays européens pendant la pandémie de coronavirus. Les circonstances extérieures ont fait que même les personnes n'ayant pas d'affinité avec les cartes

ont immédiatement perçu la simplicité et la commodité de ce mode de paiement. Même si la tendance s'est quelque peu calmée, nous pouvons supposer qu'elle est durable. Le paiement sans contact, que ce soit par carte, par portable ou par smartwatch, est devenu la norme. Un signe clair de cette tendance est qu'elle concerne désormais toutes les générations, et non seulement les «natifs du numérique», loin s'en faut. Seul le support utilisé dépend encore de la génération – ainsi, les wearables sont actuellement encore nettement plus fréquents chez les créateurs de tendances de la jeune génération.

Cependant, plus on s'éloigne des modèles de comportement établis et plus le scénario est futuriste, plus les différences dans l'acceptation entre les groupes d'âge ou les différents contextes culturels sont grandes. Par exemple, l'idée de quitter un magasin sans payer de manière visible provoque un malaise dans certaines cultures et est presque perçue comme un vol. Le partage d'une facture entre amis, tel qu'il est devenu courant en Suisse avec TWINT, est toujours considéré comme une rupture avec une norme sociale dans le sud de l'Europe.

Le triomphe du paiement numérique

De plus en plus de groupes de clients préfèrent le paiement numérique. Pourtant, une partie de la population – dont surtout les personnes âgées – ne veut pas renoncer aux espèces. L'évolution est très différente d'un pays à l'autre: en Scandinavie, la part des adeptes des espèces est même inférieure à 5 % – le législateur et la banque centrale ont déjà dû prendre des mesures pour garantir l'approvisionnement en espèces. Les discussions dans les médias montrent que le «combat de la foi» bat encore son plein, par exemple lorsque les organisateurs de festivals insistent pour n'autoriser que les espèces. Nous appelons également cette évolution le «Digital Divide»: le fossé entre ceux qui se sont habitués avec enthousiasme ou par nécessité à la numérisation du monde et ceux qui, pour diverses raisons, ne veulent pas ou ne peuvent pas suivre cette évolution. Dans les deux cas, l'évolution ne doit pas conduire à l'exclusion

«Le plus grand défi consiste à mettre les technologies nécessaires au service d'une expérience client positive»





de certains groupes. Le secteur des paiements doit lui aussi assumer une responsabilité sociale.

Le plus grand défi consiste à mettre les technologies nécessaires au service d'une expérience client positive: les solutions d'authentification doivent être faciles à utiliser et intuitives, tandis que la technologie doit être aussi invisible que possible. L'approche la plus prometteuse dans ce domaine est l'utilisation intelligente de la biométrie. Ce qui paraissait totalement futuriste il y a quelques années est déjà devenu la norme aujourd'hui, des empreintes digitales à la reconnaissance vocale et faciale. Des procédures d'authentification multifactorielle bien intégrées peuvent en outre contribuer à servir des groupes d'utilisateurs jusqu'ici exclus de la numérisation, voire défavorisés, en rendant superflue la saisie fastidieuse de numéros de carte à 16 chiffres et la mémorisation et la saisie de codes PIN.

La numérisation ne s'est pas non plus arrêtée du côté de l'acceptation: avec des solutions comme «Tap on Mobile», le smartphone Android devient un terminal mobile pour les paiements par carte avec saisie du code PIN pour les montants élevés, y compris un reçu numérique avec code QR. Ce développement est en plein essor pour que le paiement en voiture, à l'hôtel, au kiosque libre-service ou au distributeur de billets soit possible ultérieurement.

Les nouvelles méthodes de paiement gagnent du terrain

Il existe de nombreuses solutions de paiement mobile dans le monde entier. Cependant, lorsque nous dépassons les frontières nationales, nous constatons que l'interopérabilité entre les solutions n'est pas encore assurée – c'est un défi que nous devons relever.

Les méthodes de paiement basées sur un compte et les paiements en temps réel prennent de plus en plus d'importance et deviennent une alternative aux paiements par carte, du moins dans le commerce électronique ou les opérations de paiement nationales. Pour les paiements à l'étranger dans le cadre d'opérations en présence, les grands schémas conservent un avantage non négligeable sur le marché grâce à leur réseau

mondial optimisé au fil des décennies. Enfin, les paiements par carte offrent un niveau élevé de protection des consommateurs grâce à leur gestion éprouvée contre les fraudes. Il faut néanmoins s'attendre à une convergence croissante des moyens de paiement, soutenue par les technologies correspondantes.

Les exemples de certains grands marchés comme la Chine (WeChat Pay et Alipay), l'Asie du Sud-Est (schémas propres) ou l'Inde montrent que les solutions basées sur les codes QR ont de grandes chances de pénétrer avec succès sur le marché. Malgré une possibilité d'utilisation encore largement limitée aux opérations de paiement nationales, les super-app notamment y ont déjà gagné des parts de marché parfois considérables. En Asie du Sud-Est, les acteurs travaillent déjà à l'interopérabilité de ces solutions nationales. Les smartphones sont désormais très répandus dans les pays émergents, l'expérience de paiement est simple, ils sont rapidement mis en place et peuvent être utilisés aussi bien pour les transactions à distance que dans le commerce.

Les exemples de TWINT en Suisse, de SWISH en Suède ou d'IDEAL aux Pays-Bas montrent que de telles solutions, si elles sont largement acceptées dans les magasins, les restaurants et les boutiques en ligne, peuvent devenir assez rapidement un instrument indispensable du trafic des paiements sans numéraire et soutenir de manière déterminante la tendance au paiement mobile. Le prestataire de services de paiement européen Worldline estime par exemple que dans les cinq prochaines années, 10 % de tous les paiements dans le monde seront des paiements de compte à compte.

Le paiement autonome au quotidien

Avec l'expansion croissante de l'Internet des objets, on peut s'attendre à ce qu'il y ait de plus en plus de solutions de paiement dans lesquelles le paiement est déclenché par un appareil ou une solution logicielle. De tels paiements sont appelés paiements autonomes. Ils peuvent être exploités à moindre coût, mais impliquent une grande complexité pour l'infrastructure de paiement. Les prestataires de services de paiement doivent

investir en permanence dans la technologie et l'infrastructure afin de pouvoir gérer efficacement la complexité liée aux paiements autonomes. Ce n'est qu'ainsi qu'ils pourront garantir un fonctionnement efficace et sans faille de leurs systèmes de paiement et offrir à leur clientèle une qualité de service optimale.

Rien qu'aujourd'hui, le processus de paiement lui-même est dans de nombreux cas totalement invisible, car il se déroule en arrière-plan et a donc disparu de la perception du consommateur. C'est ce que nous constatons au quotidien, par exemple lors du paiement régulier de services auxquels nous sommes abonnés (par exemple Netflix, Amazon, LinkedIn). Le paiement autonome va encore accélérer cette tendance, ce qui pose de tout nouveaux défis aux commerçants et aux banques. Cette évolution se manifeste déjà aujourd'hui dans les super-app.

Les avantages et les incitations sont essentiels

Les tendances de paiement émergentes tentent de relever les défis du système de paiement actuel. Elles visent à améliorer le confort des consommateurs, à réduire la complexité de l'infrastructure de paiement et, enfin, à diminuer les coûts pour les commerçants.

Dans ce contexte, les paiements instantanés vont inévitablement gagner en importance. Ils n'en sont pas encore au stade où ils dominent le trafic mondial des paiements, mais beaucoup est fait pour favoriser leur adoption. Plusieurs facteurs entrent en ligne de compte, comme la facilité d'utilisation, qui est certes un facteur important pour l'acceptation des paiements numériques, mais qui ne suffit pas à elle seule. Il en va de même pour les monnaies numériques des banques centrales (Central Bank Digital Currencies, CBDC), sur lesquelles plus de 100 banques centrales effectuent des recherches et travaillent activement. Worldline développe un prototype pour la Banque centrale européenne afin de garantir aux particuliers la possibilité d'effectuer des transactions hors ligne avec l'euro numérique.

Qu'il s'agisse d'une CBDC, d'une carte ou d'un compte, les avantages et les incitations perçus par les consomma-

teurs et les commerçants sont décisifs pour le succès de certaines solutions de paiement. Comprendre les besoins et les préférences du groupe cible et lui offrir une promesse d'avantages convaincante peut favoriser l'acceptation et une utilisation durable. La technologie est tout aussi importante: elle doit permettre les paiements numériques, mais rester transparente et invisible. L'accent doit être mis sur la sécurité et la fiabilité des transactions. Cela permet d'instaurer la confiance et d'accroître leur acceptation et leur utilisation. 📱





«Des expériences de paiement qui font fusionner les mondes physique, numérique et biologique»

FUTURE TALK AVEC JOCELYNE MWILU,
DIRECTRICE GÉNÉRALE DE PPI FRANCE

TEXTE
GABRIEL JURI

Quand sera-t-il possible de payer avec un clin d'œil ou un sourire? Très bientôt.

En Chine, Alipay permet déjà de payer par reconnaissance faciale à l'écran. En 2019, les magasins sans caisse d'Amazon aux États-Unis, où l'on fait ses achats en scannant la paume de sa main, ont fait beaucoup parler d'eux. Une expérience similaire d'un acteur français sera lancée prochainement.

Dans ces exemples, le matériel joue toutefois toujours un rôle. Le Web.3 et Metaverse, des technologies qui font fusionner les mondes physique, numérique et biologique permettront des expériences de paiement vraiment nouvelles. Les processus correspondants – sans carte, smartphone ou écran – ne sont possibles que si deux facteurs fondamentaux sont réunis: l'accélération des méthodes de reconnaissance biométrique et la réglementation qui encadre leur utilisation et protège ainsi la liberté de l'individu. Après tout, il s'agit du traitement de données à caractère personnel et de l'argent.

Comment réduire le risque de deepfakes?

La blockchain couplée à l'intelligence artificielle serait un grand progrès non seulement en termes de rapidité et de fluidité des processus, mais surtout de sécurité des paiements.

Ces technologies sont prêtes à l'emploi.

Que faut-il de plus pour qu'un produit décolle vraiment et soit largement accepté? Pour créer des expériences clients vraiment nouvelles, les différents acteurs doivent se mettre autour d'une table et travailler à des solutions technologiques fiables et à des méthodes de paiement fluides et innovantes qui résolvent les problèmes de leur clientèle sans en créer de nouveaux.

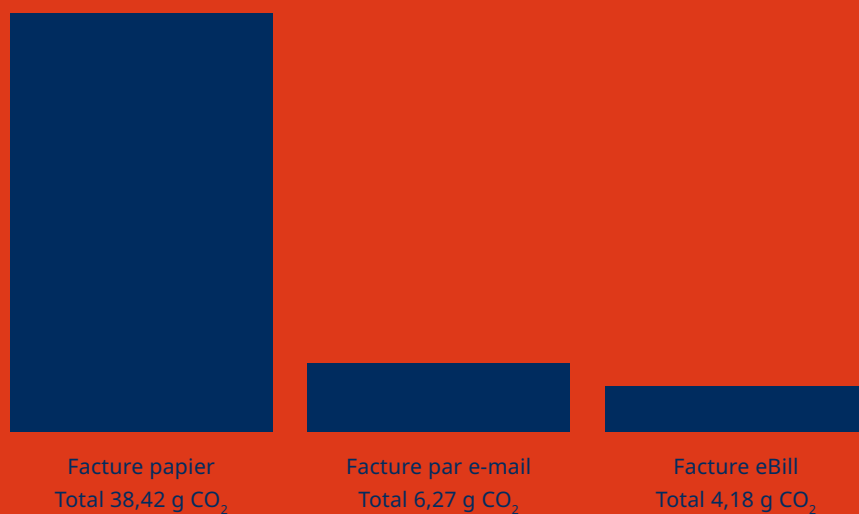
De nouveaux problèmes? Que ce soit pour un particulier ou une entreprise, la convivialité, l'ergonomie, la simplicité et la disponibilité sont essentielles pour une large acceptation. Il ne doit pas être possible qu'un système tombe en panne pour des raisons de maintenance par exemple. La clientèle ne l'accepte tout simplement plus aujourd'hui, quelle que soit la complexité de la solution technique.

Quelle est aujourd'hui la stratégie la plus prometteuse pour une banque?

Les acteurs qui se libèrent de ces obstacles technologiques sont plus susceptibles d'obtenir l'acceptation des clients et de connaître un véritable succès commercial. Les systèmes de paiement doivent être plus résistants, plus agiles et capables de mettre en œuvre des innovations plus tôt. Car la clientèle exige une commodité, une disponibilité et une sécurité à tout moment. En effet, les paiements instantanés représentent une opportunité à cet égard. Il est toutefois indispensable que les acteurs modernisent également leurs systèmes afin d'intégrer rapidement les nouvelles technologies sans devoir recourir à beaucoup de codage et de développements spécifiques. Ce n'est qu'ainsi qu'ils pourront agir avec plus d'agilité et éviter les temps de latence, même en cas de maintenance ou de volume élevé de transactions. Le défi consiste à réduire le temps de mise sur le marché et à reconnaître la rentabilité d'un investissement.

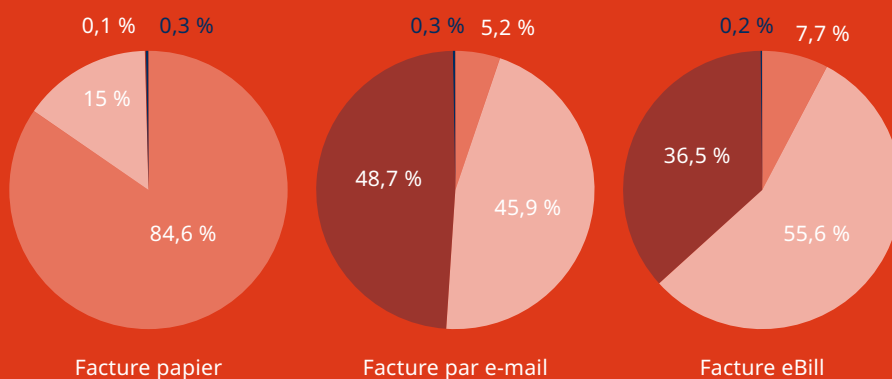
Quelle que soit la manière dont on tourne les choses, eBill n'est pas seulement la variante de facturation la plus efficace, mais aussi la plus durable. C'est ce que montre la dernière étude sur l'empreinte carbone dans le domaine de la facturation suisse.

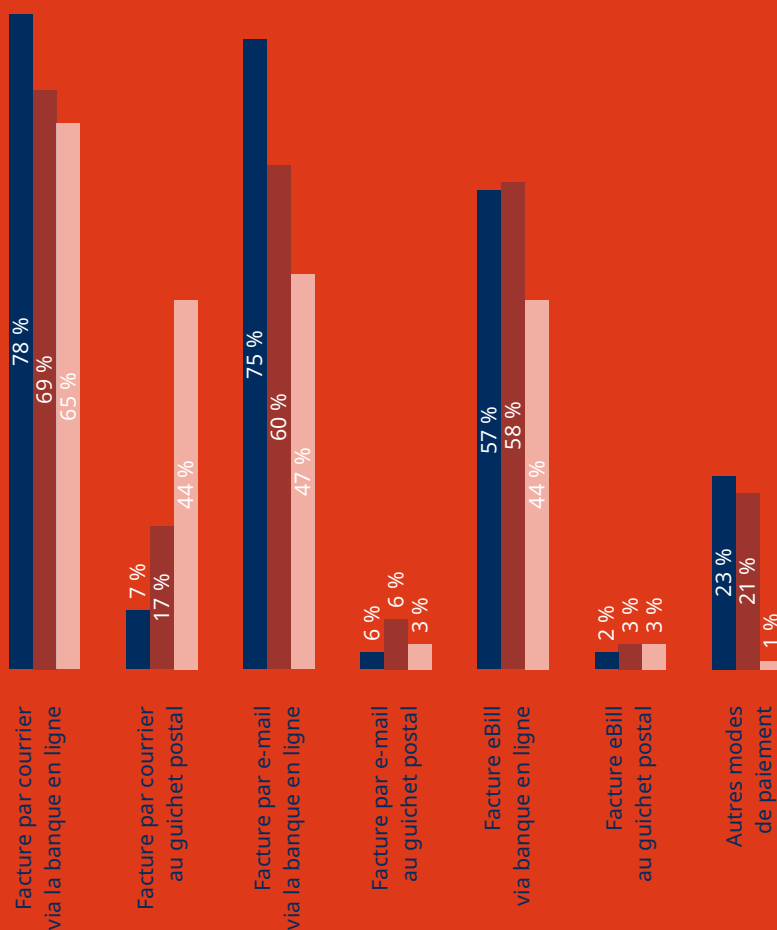
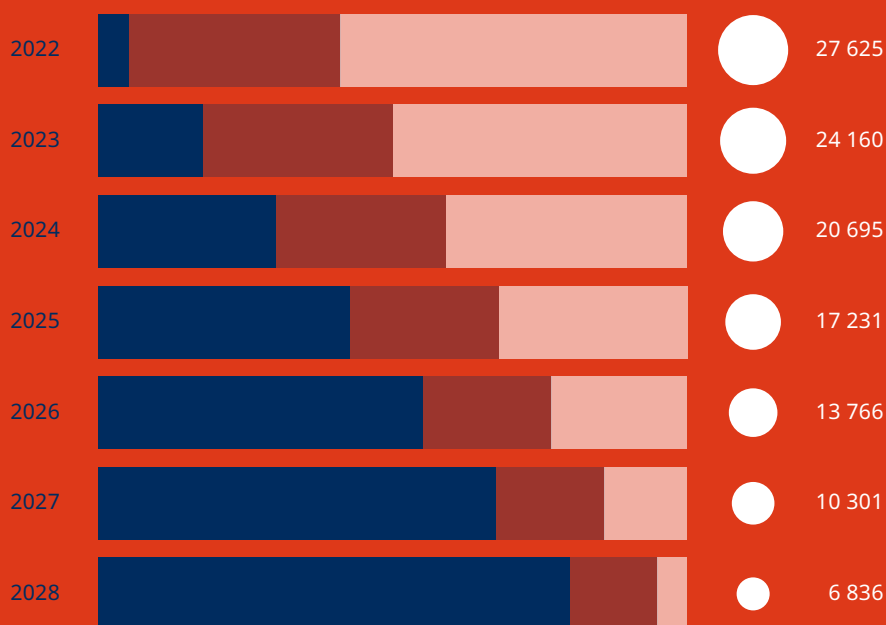
Comparaison des émissions par type de facturation



Part des émissions totales des différents types de facturation

- Élimination
- Archivage
- Paiement des factures
- Facturation





«Sans eBill, on rate définitivement quelque chose»

EN VISITE CHEZ ASTRID STRØMNES,
RESPONSABLE DONNÉES ET
PERSONNALISATION COMMERCIALISATION
A. I. AUX CFF

TEXTE
SIMON BRUNNER

«
ous êtes perdus?», nous salue Astrid Strømnes. Mais avant que nous puissions répondre, elle a déjà disparu dans le bâtiment. Nous sommes aux CFF, à Berne Wankdorf, et nous comprenons tout de suite: entreprise fédérale ou pas, ici on ne traîne pas (nous ne nous sommes d'ailleurs pas perdus, mais avons juste fait ici une petite balade nonchalante).

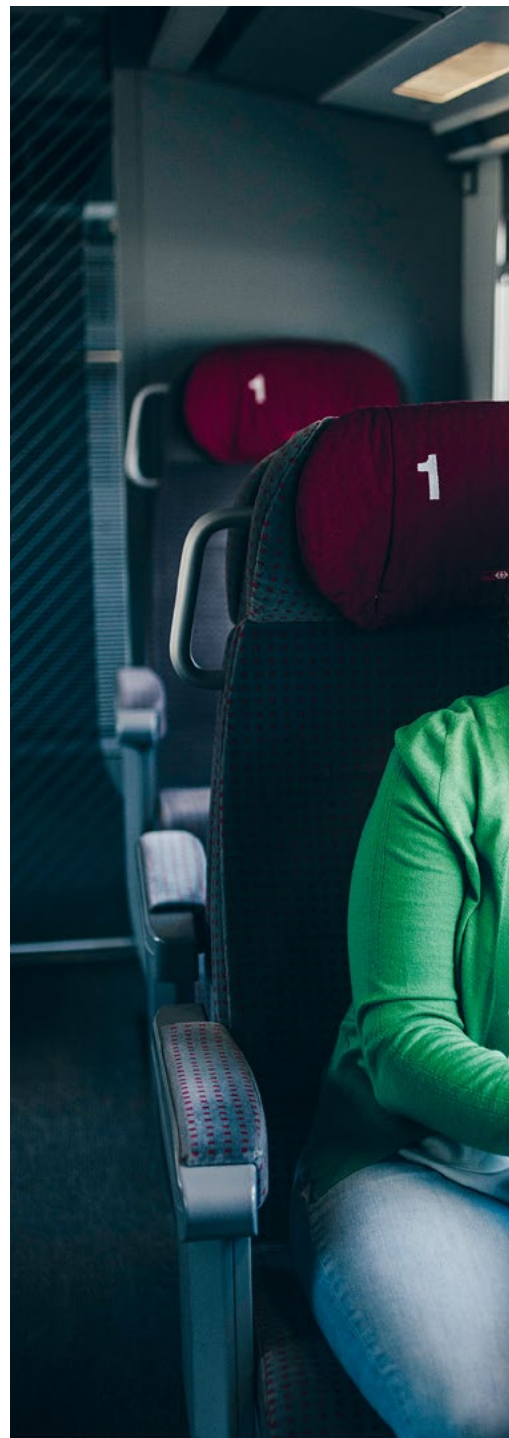
Astrid Strømnes travaille au service marketing du trafic voyageurs des CFF, actuellement en tant que remplaçante d'une cheffe d'équipe qui n'est pas là pour cause de maternité. En plus, «il y a toujours un peu de mon vrai travail», dit-elle. Elle est plein d'entrain, et ne semble pas du tout stressée.

Nous nous précipitons donc derrière Astrid Strømnes dans un nouveau bâtiment des CFF – beaucoup de vitres, beaucoup de béton – et entrons dans une salle de réunion sans fenêtre, où «la cliente» nous attend déjà: une écharpe avec un visage et l'inscription «As-tu pensé à moi?» est accrochée au dossier d'une chaise. «Cette cliente

fantôme nous aide beaucoup. Lors des réunions, nous la regardons régulièrement et nous demandons si nous faisons ce qu'il y a de mieux pour elle», explique Astrid Strømnes.

Aujourd'hui, nous discutons de l'eBill «et là, la cliente est très contente», dit-elle en riant, «car ce mode de paiement est de loin le plus pratique, le plus sûr, le plus rapide et le plus durable». Et cela ne vaut pas seulement pour la clientèle, mais aussi pour l'émetteur de factures. Pourquoi? «Les factures sur papier sont chères, peu durables et sujettes aux erreurs», explique cette femme de 45 ans. «La facture par e-mail ne remédie qu'à quelques-uns de ces inconvénients, elle n'est par exemple pas beaucoup mieux en termes de sources d'erreurs: de nombreux clients l'impriment et la tapent ou la déposent à la poste».

Selon une étude interne, les CFF économisent 30 centimes par facture eBill par rapport à une facture papier. «Mais c'est probablement beaucoup plus», déclare Astrid Strømnes, car en plus des coûts directs d'une facture classique comme le papier, l'enveloppe et l'envoi, avec l'eBill il y a moins de rappels et les erreurs sont prati-





quement exclues. Ces deux points sont extrêmement importants, car «chaque fois qu'un collaborateur doit intervenir, cela coûte cher». D'ailleurs, la plupart des rappels se produisent avec la facture envoyée par e-mail, car celle-ci est souvent noyée dans la boîte aux lettres.

Les CFF sont des pionniers de l'eBill, ils utilisent la facture numérique depuis 2007 et font ainsi partie des toutes premières entreprises à l'introduire. De plus, ils sont l'un des plus grands émetteurs de factures en Suisse: «Chaque année, nous envoyons plus de six millions de factures aux titulaires d'un abonnement demi-tarif et d'un abonnement général, ces derniers payant souvent par mensualités», explique Astrid Strømnes. «Avec un tel volume, nous avons tout intérêt à rendre notre facturation aussi efficace que possible.»

Bien que les CFF envoient encore 2,67 millions de factures – soit un peu plus de 60 % – sur papier, les efforts déployés pour inciter les clients à passer à l'eBill portent leurs fruits: alors qu'en 2021, seuls 6 % des clients des CFF réglaient leur facture par eBill, ils sont déjà 22,5 % aujourd'hui. À titre de comparaison, la moyenne de toutes les entreprises qui utilisent eBill est de 5 %. Comment les CFF y sont-ils parvenus?

Nicole Tschanz rejoint le groupe au bon moment. Elle était là à l'époque où les CFF ont conclu les contrats pour eBill avec SIX. Elle raconte: «Notre équipe a développé trois mesures pour inciter nos clients à passer à eBill».

Premièrement, peu avant que le client reçoive la facture imprimée, un e-mail lui est envoyé pour l'inviter à passer à eBill. «Nous avons ainsi pu convaincre 5 % d'entre eux en ce sens», explique Nicole Tschanz.

Deuxièmement, les CFF envoient avec la facture elle-même un encart informant sur eBill et un concours. Ainsi, 8 % ont pu être convertis avec succès.

Troisièmement, «eBill offre désormais la possibilité de trouver et d'ajouter automatiquement des émetteurs de factures», affirme Nicole Tschanz, «grâce à cette 'fonction look-up', environ 20 000 clients passent à eBill chaque mois».

Nicole Tschanz s'excuse, car elle doit participer à une prochaine réunion. Les mesures qu'elle a mentionnées appartiennent à la catégorie «carotte». Pour l'instant, il n'est pas question pour les CFF d'exiger une taxe pour les factures par courrier, comme le font de nombreuses entreprises de télécommunication, banques ou assurances. «Le 'bâton' ne nous convient pas en tant qu'entreprise fédérale», estime Astrid Strømnes.

Beaucoup de ceux qui appliquent une telle «pénalité» avancent l'argument de la protection de l'environnement. «Il est bien sûr vrai qu'une facture électronique pollue beaucoup moins la nature. C'est pourquoi nous devons nous aussi un jour ou l'autre supprimer les factures papier», explique-elle. Mais une enquête menée par les CFF auprès de leur clientèle a révélé que cet argument comptait moins que le confort. «Nous essayons donc de montrer que payer avec eBill est beaucoup plus simple. Et c'est vrai que sans eBill, on rate définitivement quelque chose», estime Astrid Strømnes.

Le temps est écoulé, la salle de réunion doit être libérée et Astrid Strømnes doit se rendre au prochain rendez-vous. Pour l'avenir, elle souhaite que le plus grand nombre possible d'entreprises utilisent eBill, car «cela rend le gâteau plus grand pour tout le monde». En outre, les CFF étudient la possibilité de rendre leurs factures compatibles avec TWINT à l'avenir.

Retour à la sortie. «C'étaient de bonnes questions», lance Astrid Strømnes – et la voilà partie. 🚶‍♀️



La Fed lance les paiements instantanés

En juillet 2023, la banque centrale américaine a lancé son service FedNow qui permet aux établissements financiers d'effectuer des paiements de clients aux États-Unis sous forme de paiements instantanés via un nouveau système RBTR.



Informations
complémentaires

La Banque nationale lance un projet pilote avec de la véritable monnaie numérique de banque centrale en francs pour les paiements interbancaires.



Informations
complémentaires

La BRI tire les leçons des cryptomonnaies

Dans la publication récente de son projet de futur système monétaire, la banque des banques centrales (BRI) est très claire. Selon elle, le monde décentralisé des cryptomonnaies est un système défectueux. La BRI le justifie par l'effondrement des cryptomonnaies et l'avancée ralentie d'autres projets de tokenisation. Elle plaide pour une infrastructure de marché financier d'un nouveau genre: un registre cohérent qui réunit la monnaie de la banque centrale, les dépôts et les actifs en tokens sur une seule plateforme programmable.



Informations
complémentaires

Le connecteur CBDC fonctionne

Les banques centrales et les grandes banques, dont UBS, ont testé avec succès une nouvelle solution basée sur l'API de Swift. Elle permet de mettre en place de manière transparente des monnaies numériques de banque centrale sur des infrastructures financières existantes et de traiter des transactions transfrontalières dans plus de 200 pays.



Informations
complémentaires

Les pièces de monnaie en circulation du Moyen Âge sont passionnantes. Rien qu'à Berne, circulent le Dicken, le Plappart, l'Angster, le Haller et le Batz, introduit en 1492 après l'adoption d'une réforme des monnaies. Bien que cette pièce soit de temps en temps dévaluée, ce qui lui vaut le terme péjoratif de «crotte», elle est un succès à l'exportation: d'autres cantons et même l'Italie, la monarchie des Habsbourg et le Saint Empire romain germanique suivent le mouvement et frappent leurs propres Batzs.



1492

Pour éviter de tels scénarios indésirables, les idées divergent. Ainsi, une banque centrale souhaite une adaptation aussi rapide et régulière que possible des messages de base actuels respectifs, tandis que d'autres acteurs du marché souhaitent plutôt s'orienter vers le réseau Swift. Il n'est pas clair non plus qui a l'autorité et la capacité d'assumer une telle coordination. Actuellement, il existe différents organes sectoriels et groupes de travail qui pourraient jouer un rôle à cet égard: le High Value Payments Systems Plus – une initiative de Swift –, le Registration Management Group – l'organe supérieur d'enregistrement de l'ISO 20022 –, les réunions régulières des opérateurs, les associations sectorielles comme l'European Automated Clearing House Association ou la Banque des règlements internationaux avec son Committee on Payments and Market Infrastructures. La discussion n'en est toutefois qu'à ses débuts.

Oui, il s'agit des normes à la SASFS. Mais pas seulement des normes Swift, aussi des normes ISO pour le secteur financier, plus précisément pour le comité technique ISO 68 «Financial Services» avec ses sous-comités et divers groupes de travail. La SASFS est le lien des marchés financiers suisse et liechtensteinois avec Swift et ISO. Elle dispose de comités spécialisés et transversaux qui reflètent les comités ISO dans leurs domaines d'expertise respectifs. Ces spécialistes élaborent des évaluations et des demandes de modification des propositions pour toutes les questions financières soulevées dans Swift et ISO. L'objectif est de fournir à nos marchés ce que nous pensons être les meilleures solutions pour le développement ou le perfectionnement des normes, en tenant toujours compte des développements mondiaux. Comme nous l'entendons régulièrement de la part du «monde extérieur», les contributions constructives et techniquement solides de la communauté suisse et liechtensteinoise sont très appréciées et acceptées par les autres communautés. La SASFS est l'organe auquel vous pouvez également adresser vos préoccupations concernant les normes pertinentes pour notre place financière.



Les erreurs de paiement appartiennent au passé

Chaque jour, des millions de messages transitent par le réseau Swift. Ils contiennent des instructions de paiement importantes qui permettent aux économies mondiales de fonctionner sans accroc. Dans chaque message, les informations relatives à la partie bénéficiaire (telles que le nom et le numéro de compte) et à la monnaie doivent être correctes pour que le paiement arrive à destination en toute sécurité.

Mais il arrive que des erreurs se produisent, et même de petites erreurs peuvent causer de gros problèmes. Un nom mal orthographié, un zéro en trop

ou en moins et l'indication de monnaie incorrecte sont parmi les causes les plus courantes de retards dans les paiements transfrontaliers.

Et s'il était possible d'utiliser les données des transactions passées pour garantir la fluidité des paiements futurs? C'est sur ce principe que repose la fonctionnalité la plus récente du service de pré-validation des paiements de Swift: la vérification centrale du compte du bénéficiaire. Le nouveau service «Payment Pre-validation» compare les données agrégées et pseudonymisées que les banques saisissent dans les nouvelles transactions avec celles qui ont déjà été effectuées avec succès. Cela permet à Swift de s'assurer que les transactions sont exemptes d'erreurs susceptibles d'entraîner des retards ultérieurs.

Traitement sans accroc

En centralisant la vérification des données de transaction, aucune banque n'est limitée à ses transactions passées. Au contraire, elle peut recouper les informations de paiement avec tous les transferts effectués par le reste de la communauté financière via le réseau Swift, soit plus de neuf milliards de messages de transaction et quatre milliards de comptes chaque année. Grâce à la possibilité de pré-valider les paiements en temps réel, les banques du monde entier peuvent s'assurer que les détails de la transaction sont corrects dès le premier envoi d'un message et éliminer ainsi les accrocs qui sont à l'origine des retards.

ROGER INDERBITZIN, HEAD OF SWIFT SWITZERLAND & LIECHTENSTEIN

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES:



PAYMENT PRE-VALIDATION



Vérification IBAN/nom: le nouveau must pour la lutte contre la fraude

La lutte contre la fraude est l'un des sujets d'actualité les plus importants en Europe. C'est pourquoi la vérification du nom du bénéficiaire du paiement et de son numéro d'IBAN sera bientôt un must. Cette vérification figurait déjà dans la proposition de règlement de la Commission européenne sur les virements instantanés de l'automne dernier. Elle est également au cœur de la proposition de règlement sur les services de paiement (PSR), publiée en juin 2023 dans le cadre du paquet législatif PSD2. Avec cette proposition, la Commission entend étendre la vérification à tous les virements effectués dans l'UE dans toutes les monnaies de l'UE.

Plus précisément, la vérification devrait fonctionner comme suit: le prestataire de services de paiement (PSP) du payeur doit offrir à sa clientèle un service permettant de vérifier si l'IBAN correspond au nom du bénéficiaire indiqué par le payeur. Le PSP peut demander cette vérification gratuitement au PSP du bénéficiaire. Si l'IBAN et le nom ne correspondent pas, le PSP doit informer le payeur de la discordance et indiquer le degré de celle-ci. Le payeur peut alors décider d'autoriser ou non le paiement; le payeur a également le droit de se désinscrire complètement de ce service.

L'objectif de la vérification de l'IBAN est de créer un niveau supplémentaire de confiance et de sécurité dans le trafic des paiements. Mais dans quelle mesure

un tel contrôle obligatoire réussira-t-il à lutter contre la fraude? L'Association bancaire pour l'euro (ABE) a tenté de répondre à cette question dans une étude récente, réalisée en collaboration avec la Banque nationale d'Autriche, la Deutsche Bundesbank et Strategy&.

Avec les membres de son groupe d'experts antifraude, l'ABE est parvenue à la conclusion qu'une telle vérification pourrait permettre de lutter contre certains types de fraude sur les paiements push autorisés, mais qu'elle est loin d'être la panacée. La vérification serait la plus efficace dans les cas où un fraudeur incite une victime à autoriser un paiement à un bénéficiaire connu du payeur, mais où l'IBAN appartient à un compte qui est sous le contrôle du fraudeur. Il existe toutefois toute une série de types de fraude dans lesquels la victime est susceptible d'autoriser un paiement malgré une incohérence entre l'IBAN et le nom. La victime est particulièrement encline à exécuter la transaction si le fraudeur est en mesure d'exercer une pression continue sur elle ou de la manipuler, éventuellement même pendant le processus de paiement.

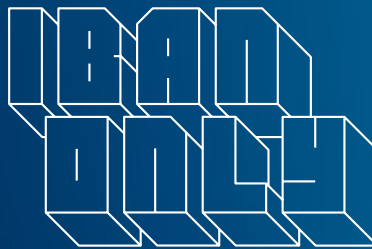
L'étude susmentionnée dresse par ailleurs un inventaire des solutions de vérification IBAN/nom disponibles ou en cours de développement sur le marché européen des paiements et met en évidence leurs différentes approches. Bien qu'il n'y ait pas d'approche uniforme à l'heure actuelle, le processus législatif en cours, qui pourrait conduire à la publication du règlement sur les virements instantanés d'ici fin 2023 et du règlement sur les services de paiement d'ici mi-2024, pourrait jouer un rôle d'accélérateur. ABE CLEARING travaille déjà sur une solution paneuropéenne de vérification des IBAN/noms pour les virements SEPA et les virements SEPA instantanés, qui devrait être disponible d'ici la fin de l'année.

ANNICK MOES
ASSOCIATION BANCAIRE POUR L'EURO (ABE)
HEAD OF INDUSTRY ISSUES AND COOPERATION INITIATIVES

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES:



IBAN-NAME CHECK: CURRENT DEVELOPMENTS AND CONCEPTS



IBAN, quoi d'autre?

Le trafic des paiements est un élément essentiel du commerce mondial. Il est donc très important de le simplifier et de le standardiser autant que possible. L'obligation d'utiliser l'IBAN doit rendre le traitement des paiements plus efficace, plus sûr et plus transparent.

Depuis octobre 2016, les banques ne sont autorisées à traiter les paiements SEPA qu'avec l'IBAN, conformément au règlement de l'UE. Cela permet d'identifier et d'attribuer plus rapidement et plus précisément les paiements dans le cadre d'un mode de traitement de bout en bout, c'est-à-dire sans devoir intervenir manuellement. Ceci parce que les banques peuvent se fier à une structure IBAN uniforme. De plus, l'IBAN dispose d'un chiffre de contrôle, qui permet de détecter et de corriger les erreurs de frappe et les inversions de chiffres dès la saisie. Cela rend à son tour les transactions considérablement moins chères et permet aux banques et aux entreprises d'utiliser leurs ressources plus efficacement.

Un autre grand avantage de l'IBAN obligatoire est sa compatibilité internationale. La plupart des pays européens ont déjà adopté le standard IBAN – plusieurs pays hors d'Europe l'ont fait également. Les paiements SEPA, mais aussi les paiements instantanés, sont en général impensables sans IBAN. Le système SIC suisse lui aussi n'autorise les paiements

instantanés qu'avec cette caractéristique d'identification.

En outre, l'utilisation de l'IBAN offre des mesures de sécurité améliorées. Comme il identifie les comptes de manière univoque, les banques peuvent attribuer les paiements de manière plus précise, ce qui leur permet de détecter plus facilement les transactions frauduleuses et de prévenir le blanchiment d'argent. Cela rend les flux financiers plus transparents, aide à suivre les paiements et allège la gestion de la conformité. Les banques peuvent fournir des informations plus précises sur l'origine et la destination des transactions, ce qui a pour conséquence une meilleure surveillance et une meilleure analyse du trafic des paiements.

Avec l'objectif de rendre l'IBAN obligatoire, les entreprises et les particuliers devront probablement adapter leurs processus de paiement existants ainsi que leurs systèmes de comptabilité et de paiement afin que l'IBAN puisse être considéré comme le seul élément d'identification. Il est particulièrement important de «mettre de l'ordre» dans les mandats de paiement permanents ou les données relatives aux mandats de paiement récurrents tels que les paiements de salaires. Le système «IBAN only» est basé sur un traitement automatique. Une perturbation temporaire ou une panne de l'infrastructure électronique peut interrompre le trafic des paiements. C'est pourquoi il est important de mettre en œuvre des mesures de sauvegarde appropriées. Les avantages d'un IBAN obligatoire l'emportent toutefois de loin sur les inconvénients.

Pour la Suisse également, «IBAN only» est une étape importante vers un traitement amélioré et standardisé des paiements nationaux et transfrontaliers, avec tous les avantages mentionnés. La QR-facture a encore accéléré l'utilisation de l'IBAN. Sous la direction de SIX, une équipe d'experts issus de différentes banques suisses élabore une proposition pour la marche à suivre en vue de l'utilisation exclusive de l'IBAN d'ici à l'automne 2023.

STEFAN SCHNEIDER, POSTFINANCE,
MEMBRE DU TASKFORCE «IBAN ONLY»



L'amitié est comme l'argent,
plus facile à faire que de garder.

Samuel Butler (1835-1902)